

le drapeau rouge

Journal du Parti Communiste

fondé par Joseph Jacquemotte en 1920

Éditorial:

Voici donc 2010. La coutume veut que ce début d'année soit le moment où l'on souhaite joie, santé et prospérité à son entourage. Le collectif DR sacrifie bien volontiers à cette tradition. Toutefois, il semble que 2010 ne nous prépare pas que des réjouissances.

Crise et chômage. La sortie de crise tant annoncée concerne sans doute les spéculateurs de tout poil et les banques généreusement renflouées avec des chèques en blanc faits à notre nom, mais aucunement les travailleurs. Le revenu national belge a reculé de 5% depuis 2007. Le taux de chômage ne cesse de grimper. Pour 2010, n'en déplaise à Mme Milquet, l'étude la plus sérieuse annonce 750.000 chômeurs, soit un taux record de 14,6%. Cette étude se base d'ailleurs sur des chiffres du Bureau Fédéral du Plan.

Climat. L'avenir de la planète est menacé, une planète que nous souhaiterions peuplée d'hommes libres, plutôt que de forçats trimant pour le confort fastueux de quelques nantis. À Copenhague (voir p. 8), le capitalisme vert a montré ses limites. Les gouvernants des pays riches, si prompts à se coaliser pour les banques, ont étalé leur incapacité à se mettre d'accord pour sauver le climat.

Paix. En Afghanistan (p.10), ce nouveau Vietnam, l'armée belge est aux côtés des bellicistes américains de l'administration Obama. Après avoir armé et formé les talibans, Washington envoie aujourd'hui des cohortes de jeunes

Américains tuer et se faire tuer dans un conflit absurde. C'est l'injustice qui fanatise et nourrit le terrorisme. Et ce n'est pas en bombardant les pays musulmans que l'on construira la paix, mais d'abord en imposant à Israël l'arrêt de sa politique d'agression envers les Palestiniens.

Racisme. En ce début 2010, et même si cela ne mérite pas pour nos médias la même place que la quantité de neige sur nos routes, c'est à un pogrom pur et simple que l'on a assisté à Rosarno, une localité du sud de l'Italie. Suite à cette «chasse à l'homme», six immigrés sont encore hospitalisés, parmi lesquels deux grièvement blessés à coups de barres de fer. Ces damnés du capitalisme étaient 4.000 à Rosarno, employés (le plus souvent illégalement) par des mafias locales pour cueillir clémentines et mandarines, privés de leurs documents d'identité, logés dans des cabanes insalubres et cela pour des «salaires de misère» (moins de 25 euros par jour). Pour toute réaction, l'ultra-droite berlusconienne a décidé de les évacuer. On voit là cette constante capitaliste qui consiste à diviser pour régner et, nourrissant à dessein la xénophobie, à monter les uns contre les autres les damnés de la terre, lesquels seraient bien mieux inspirés de réserver leurs coups de carabine à ceux qui exploitent la misère.

Eh oui, 2010 sera à nouveau une année de lutte pour celles et ceux qui, comme nous, ne se satisfont décidément pas de ce triste monde. Mais au fond, lors-

1€

Janvier 2010 - N° 30
Février

L'invité du DR
Jean-Michel De Waele:
La chute d'un mur et d'un système

Social
Vers le retour des carnets ouvriers ?

Ventes d'armes
Luttes pour l'emploi et luttes contre l'industrie militaire: incompatible?

Climat
Copenhague:
«Il n'y avait pas de terrain d'entente possible»

International
Afghanistan:
Un sacré retour de manivelle!

Frictions entre Caracas et Bogota sur fond de bases U.S.

Bicentenaire du Chili:
Le peuple Mapuche n'a rien à fêter: il résiste

Débat
Ahmadinejad et le Mouvement vert

Vie des Partis
Monde arabe:
Le retour des communistes

International
Francisco Ferrer,
pédagogue de l'École Moderne

qu'elle est porteuse comme la nôtre des germes révolutionnaires d'un autre monde possible, la lutte n'est pas forcément triste. Elle constitue aussi un chemin agréable parsemé d'actes de solidarité et camaraderie. C'est tout ce que l'on vous souhaite •

Jean-Michel De Waele

Autour de la chute d'un mur et d'un système

Le 20^{ème} anniversaire de la chute du mur de Berlin a été célébré en Occident de manière spectaculaire. Les grands médias de la planète et leurs mentors n'ont pas manqué l'occasion d'en faire un festival d'anticommunisme effréné. Manière, peut-être, de nous distraire de la présence chaque fois plus visible des symptômes de la chute de «leur» mur, du commencement de l'agonie de leur système.

Notre invité Jean-Michel De Waele, professeur de sciences politiques à l'ULB et fin connaisseur de l'expérience socialiste de l'Europe de l'Est, nous dit pourquoi il ne partage en rien cette euphorie.

Le Drapeau Rouge: Lech Walesa s'indigne que l'on puisse considérer la «chute du mur» comme le moment-clé du début de la dissolution du système soviétique qu'il situe aux moments des grèves de Gdansk et de la fondation de *Solidarnosc*; d'autres estiment que tout commence au printemps de Prague ou, plus loin, au rapport de Khrouchtchev au XX^{ème} Congrès du PCUS. À quel moment fixeriez-vous le début de l'érosion du mur ?

Jean-Michel De Waele : Le processus de dépérissement de ce que je préfère appeler les régimes de type soviétique a été très long. Même si je ne suis pas très partisan de donner des dates fixes à des processus historiques, je situerais le déclic dans le «Printemps de Prague» parce que – à la différence, par exemple, des révoltes à Berlin ou en Pologne – le processus tchécoslovaque avait comme protagoniste central le Parti communiste au pouvoir dans ce pays et non pas des oppositions plus ou moins abruptes et quelque peu confuses. Prague 68 fut, en quelque sorte, la démonstration que



le système n'était pas réformable, qu'il était impossible de lui donner un profil démocratique. Et tout système incapable de changer en profondeur est condamné à disparaître. De ma perspective de gauche, je pense que c'est de là que vient le début de la fin.

DR: Vous parlez de régimes de «type soviétique» et non de «régimes socialistes», c'est un choix de langage délibéré, je suppose.

JMDW: En effet, ces régimes ne me paraissent pas socialistes, ils ne correspondent ni à ma lecture ni à ma vision du marxisme ou des sociétés socialistes; il s'agissait de régimes non démocratiques qui ont violé un certain nombre de droits individuels et collectifs; des régimes qui n'ont pas réalisé les objectifs qui me semblent être ceux des sociétés socialistes. Ça ne veut pas dire, bien entendu, que tout était mauvais dans ces régimes et que tout fut un échec. Mais je pense qu'il s'est agi plus, pour ces pays d'Europe centrale, de l'importation d'un modèle né en Union soviétique dans des conditions soviétiques que de la création propre d'un modèle socialiste.

DR: Vous semblez donc critiquer l'importation du modèle, son absence de racines propres. Si je prolonge

votre approche, dois-je conclure par inférence logique que, en URSS même, le modèle était vraiment socialiste puisque non importé ?

JMDW: Je ne le pense pas, sinon je n'aurais pas de problème à parler de «régime socialiste soviétique». Non, avec les crimes staliniens, ses déportations massives, avec tout de même une partie nombreuse de la population laissée loin du développement économique et social et de répartition, avec un modèle économique très défaillant, je ne pense pas que le système soviétique puisse être qualifié du système socialiste. Ceci n'empêche pas de reconnaître que ce régime a permis à l'ancienne Russie féodale de sortir de son sous-développement, d'enregistrer d'importants progrès sur le plan social et culturel et de devenir une des grandes puissances, ce que lui a permis de jouer un rôle de contre-poids à l'impérialisme américain. Mais la somme de ces aspects positifs ne me permet pas de qualifier cela de socialisme.

DR: Puisque vous exigez de ces régimes un profil démocratique pour accéder au label «socialiste», ne faudrait-il pas tenir compte aussi des contraintes externes, du fait que ces régimes se trouvaient sous la menace permanente de puissances ennemies

qui ne voulaient que leur disparition, et donc obligés de veiller fermement à leur sécurité ?

JMDW : Évidemment, et l'argument est fort. On peut comprendre cela lors des premières années, on peut comprendre à la limite cela, disons, jusqu'à la Deuxième guerre mondiale dans le cas de l'URSS. Par après, je ne pense pas que, par exemple dans les années '60, ces régimes étaient menacés de l'extérieur. Or si ces régimes avaient été plus «positifs», plus attirants, ils auraient pu être, eux-mêmes, politiquement, une menace pour cet extérieur-là inamical, une menace pour leurs adversaires, mais une menace politique et pacifique.

DR : Une menace pour le système capitaliste...

JMDW : Exactement, c'est d'ailleurs ce que les historiens de gauche reprochent à ces régimes: au lieu d'être attirants pour les opinions publiques, ils ont fait peur. De plus, il s'agissait de régimes conservateurs sur une série de questions, de partis uniques au pouvoir, de partis de l'ordre, de la discipline autoritaire. Je ne pense pas que les valeurs diffusées par ces régimes soient celles du socialisme.

DR : Vous disiez que, à la limite, on pouvait être compréhensif vis-à-vis de la nature répressive de ces régimes jusqu'à la Deuxième guerre mondiale. Or, les crimes attribués à Staline eurent lieu, dans leur grande majorité, avant cette guerre. On leur doit alors une certaine compréhension ?

JMDW : Je pense que le stalinisme et ses crimes par dizaines de milliers de morts s'expliquent, entre autres, par la menace extérieure. C'est un paramètre parmi d'autres, de la même manière que la guerre froide a provoqué après la Deuxième guerre mondiale une glaciation, un renouveau du stalinisme avec tous ces procès en Europe de l'Est. Évidemment, la contrainte externe pèse, mais la question est: est-ce qu'on répond à la provocation par la provocation? Est-ce qu'on fonctionne à la logique de puissance contre puissance? Ou est-ce qu'on on avance des idéaux, un modèle de société, et que l'on pense que ce modèle, étant meilleur, est suffisamment

attirant? Je pense que ces régimes sont mal nés; ils sont nés de guerres, de conflits et se sont retrouvés avec des dirigeants qui n'avaient que des vues très étroites de ce que pouvait être une société socialiste. Et puis, il a y eu dans ces pays très peu de renouveau de la pensée socialiste pendant toute cette période. Des auteurs novateurs comme Gramsci n'ont quasi pas eu d'impact sur la réflexion des dirigeants.

DR : Ils y étaient même quasi inconnus...

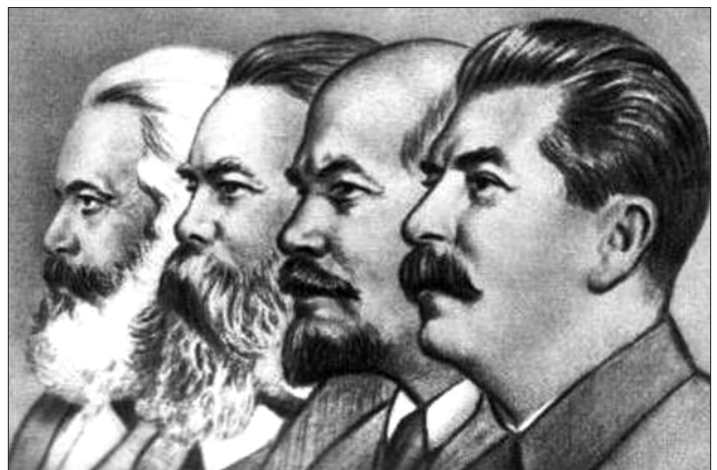
JMDW : Oui, en effet. Ce qu'il y avait de moderne dans la pensée marxiste du XX^{ème} siècle n'a pas été intégré par les cadres dirigeants d'Europe de l'Est et ils sont restés avec une vision très léniniste produite durant le XIX^{ème} siècle. C'est pour cela que je dis que la césure de Prague '68 est capitale. Là, on comprend tout parce qu'en 1968 il n'y a pas de guerre froide; il y évidemment toujours des événements internationaux, mais les Américains ne sont pas sur le point d'envahir l'Europe de l'Est, il n'y a pas de menaces très, très claires; '68 est à mes yeux le symbole de tout cela. En plus, '68 marque aussi l'arrivée au pouvoir dans ces pays de personnes de profil et de compétences très limités: Ceausescu n'a quasi aucune formation, Honecker et Husak ne sont que de braves et sombres bureaucrates, Zivkov est marqué par la culture paysanne bulgare mais, avec tout le respect que j'ai pour cette culture, j'estime que lorsqu'on entre dans la direction des affaires d'un pays au XX^{ème} siècle, on ne peut pas se permettre de telles distances.

DR : Comment expliquez-vous que des pays si solidement attachés au modèle stalinien soient si facilement tombés, alors que la Yougoslavie, porteuse de l'anathème suprême de «révisionniste» et pro-occidentale selon Moscou, a longtemps résisté à la vague d'occidentalisation «post-chute du mur» ?

JMDW : Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet. Notons quand même que c'est en Yougoslavie que les succès furent plus grands en bénéfice de la population, que la répression y fut bien moins sévère et que le modèle titiste avait remarquablement réussi à régler les problèmes des nationalités. Il faut aussi dire que ce pays a eu une voie nationale bien particulière, sans le concours de l'Armée rouge. Le régime n'a pas été ressenti comme imposé de l'extérieur, comme une invasion, comme fut le cas pour d'autres pays d'Europe de l'Est. Donc les choses sont très différentes et l'ancrage des dirigeants dans la population fut bien plus réussi qu'en Allemagne ou en Tchécoslovaquie, au moins dans les dernières années. La Yougoslavie reste néanmoins une grande question puisque, vers le milieu des années '80, il aurait pu être le premier pays qualifié à entrer dans l'UE et sa transition vers le capitalisme eut été plus facile. Force est néanmoins de constater que cette évolution s'est révélée bien plus tardive et compliquée.

DR : Vous critiquez, il y a un moment, la logique de «puissance contre puissance» à laquelle avait adhéré la direction soviétique dans ses rapports avec l'Occident; Berlinguer avait critiqué à son époque le suivisme de l'URSS dans le domaine de la course aux armements. Quel rôle a pu jouer, à votre avis, ce mécanisme dans l'effondrement du système ?

JMDW : Je pense qu'il s'agissait là d'un jeu d'action et réaction où on peut dire que l'action vient de la part de l'impérialisme et la réaction était soviétique; c'est quelque chose qu'on peut défendre comme idée même si c'est peut-être discutable ou à nuancer. Mais fallait-il répondre à chaque provocation, fallait-t-il faire du coup



Rendez-vous sur le site

www.particommuniste.be

par coup et employer les mêmes armes? Fallait-il susciter un coup d'état contre un autre coup d'état, un envoi d'armes contre un envoi d'armes? Ne fallait-il pas, justement, montrer la différence de comportement? Je pense que, là, Berlinguer a eu tout à fait raison. Sa critique des «pays du socialisme réalisé», comme l'on disait alors, était une critique extrêmement forte et que lorsqu'il a dit que la force propulsive du socialisme s'était arrêtée, il avait raison. L'état actuel du Parti communiste italien, par contre, montre que ce parti était moins fort que ce que l'on avait cru, particulièrement au niveau intellectuel, du point de vue de sa capacité à proposer des alternatives politiques. C'est loin du sujet qui nous occupe, mais ce qui se déroule en Italie à l'heure actuelle ne doit pas nous empêcher de jeter un regard critique sur la période Berlinguer.

DR: Pas si loin du sujet, si l'on considère que la chute du mur et du système socialiste européen n'est pas si étranger à la chute de l'influence et même de la présence politique du marxisme européen. À ce propos, comment expliquez-vous le contraste entre un pays de forte tradition intellectuelle marxiste comme l'Italie où le même Berlinguer n'a pas pu résister à la débâcle et, par exemple, les communistes portugais, dépourvus de tant de brio intellectuel, mais faisant preuve d'une remarquable résistance?

JMDW: La force du courant marxiste ne s'explique pas par la force de sa classe ouvrière ni par son rapport à l'industrialisation et ce que vous dites concernant le Portugal est valable aussi pour la Grèce. Notez qu'il y a dans la périphérie du sud de l'Europe des traditions fortes et que le paradoxe du marxisme est que, dans certains cas, il va pénétrer davantage la paysannerie que la classe ouvrière. Cela s'explique, à mon avis, par un retard dans l'industrialisation et donc par l'absence de mouvements ouvriers puissant au XIX^{ème} siècle, comme en France, Allemagne ou Autriche. Le marxisme et le communisme peuvent pénétrer plus fortement la conscience des travailleurs dans ces pays du sud, car il n'y a pas de social-démocratie bien établie et habituée à contrer la critique communiste, offrant aux partis communistes la possibilité de devenir majoritaires.

Même en France, la social-démocratie est affaiblie par une série de divisions et de retards historiques, qui ont permis aux communistes d'avoir la majorité au Congrès de Tours.

DR: Malgré une gigantesque campagne anticommuniste déversée sur les populations concernées, on observe néanmoins d'indiscutables mouvements de regret ou de nostalgie de segments importants de ces populations vis-à-vis du passé que vous appelez soviétique. Comment l'expliquez-vous?

JMDW: Sentiment de nostalgie, certes, mais surtout remarqué par la presse occidentale; cela dit, il me semble que dans toute société, chez nous, en Chine, aux États-Unis, il y a et aura toujours un sentiment de nostalgie pour le passé; la gauche marxiste est nostalgique, par exemple, du temps de son hégémonie dans le monde ouvrier. Cela dit, je pense qu'il y a une nostalgie réelle pour le passé de type soviétique dans certains secteurs de la population, particulièrement dans la période de la transition, des couches sociales les plus fragilisées...

DR: Couches qui sont majoritaires, quand même...

JMDW: C'est une discussion à tenir. Y a-t-il des gens qui vivent plus mal aujourd'hui qu'il y a vingt ans dans ces pays? Vu le temps passé, difficile de s'engager dans une affirmation. Par contre, la nostalgie est là, sûrement, dans le monde intellectuel, qui constate l'effondrement de l'enseignement, ou dans des secteurs de la population par rapport aux questions de sécurité, par rapport à une société sans risques ni drames, sans souci du chômage et où les enfants vivaient au pays sans devoir émigrer. Ces sentiments de regret évidemment existent. Cela dit, personne, y compris parmi ceux que j'ai mentionnés, ne réclame un retour au système du passé. Il s'agit donc d'une nostalgie ambiguë qui ne se traduit jamais par un souhait de retour en arrière. Et nous devons rester attentifs, car cette nostalgie est aussi entretenue par des courants populistes et nationalistes souvent de droite, voire d'extrême droite. Il ne faudrait donc pas se tromper d'analyse.

Propos recueillis par

PABLO RODRIGUEZ

Vingt ans après la chute du Mur, la déferlante anti-communiste se poursuit

La construction du Mur de Berlin – destiné à stopper la fuite de centaines de cadres est-allemands attirés par les hauts salaires de l'Ouest – s'est faite dans un contexte de guerre froide particulièrement tendu. À l'époque, le monde entier vivait sur un volcan qui risquait d'exploser à tout moment. Sans doute, le Mur a-t-il permis de mettre fin à cet exode, sans doute aussi a-t-il permis d'éviter une troisième guerre mondiale comme le reconnaissait John F. Kennedy lui-même, il n'en a pas moins maintenu un peuple cloîtré derrière ses frontières, des familles séparées durant près d'un demi-siècle. Est montée dès lors, dans le peuple, une aspiration croissante et légitime à plus de liberté, notamment celle de pouvoir voyager; une aspiration qui s'est exprimée puissamment dans les manifestations de la fin des années '80 qui ont abouti à la chute du Mur et, dans la foulée, à la réunification de l'Allemagne. La démonstration était faite que l'on n'érige pas, derrière des

murs, à l'ombre des miradors, sous la menace des mitraillettes, une société qui se veut pourtant basée sur l'émancipation de l'Homme. C'est la première leçon que nous voulons retenir de cet événement.

Mais cette liberté retrouvée, les ex-Allemands de l'Est la paient au prix fort. Celui du chômage de masse (il n'y avait pas de chômage en République Démocratique Allemande), celui de la désindustrialisation (des centaines d'entreprises ont été fermées car jugées non rentables selon les critères capitalistes), celui de la destruction des réalisations sociales (la sécurité d'existence, la médecine gratuite, les dispensaires dans les entreprises, un niveau d'instruction élevé et gratuit étaient des réalités largement recon- nues), celui de la déculturation (il ne doit plus rien rester de la RDA dans la mémoire collective)... Sans compter les humiliations faites aux *Ossies* par

Suite p. 15 ►

Vers le retour des carnets ouvriers ?

Quand le VB et la FEB brandissent l'étendard européen

À l'école, tout le monde a entendu dire que l'une des plus grandes avancées pour la dignité humaine de la classe ouvrière avait été la suppression des «carnets ouvriers» il y a plus de cent ans. Ce carnet, déjà dénoncé par Zola, était le sésame indispensable pour tout ouvrier qui voulait se faire embaucher.

Dans celui-ci, les patrons de l'époque indiquaient les remarques tant positives que négatives qu'il leur plaisait d'écrire, en fonction de leur seule subjectivité. Un patron mal réveillé ou en froid avec sa dame pouvait donc inscrire, à tout moment, une remarque assassine dans le carnet d'un ouvrier dont la tête ne lui revenait pas. Une observation qui pouvait ruiner tout espoir de retrouver du travail pour l'ouvrier qui en était la victime. Des milliers de familles furent ainsi réduites à la misère la plus totale à cause du carnet ouvrier. Ces familles connurent la déchéance totale, non pas à cause d'une incompétence ou d'un manque de qualification, mais à cause d'une remarque arbitraire d'un patron mal luné, comme il en existe autant aujourd'hui que du temps de Zola. Même les élites les plus réactionnaires ont fini par admettre que la suppression de ce carnet de la honte était une bonne chose.

Cependant, depuis les derniers accords sectoriels sur les salaires, on peut se demander si les fédérations patronales, aidées par le Vlaams Belang, ne sont pas en train de tout faire pour revenir petit à petit à ce système de fichage honteux, en espérant voir les travailleurs eux-mêmes réclamer son retour.

Attaque contre le barème à l'âge : le cheval de Troie

Depuis longtemps déjà, en Belgique, la progression salariale d'un employé était basée sur l'âge de celui-ci. Un employé qui commençait sa carrière était donc moins bien payé que ses aînés, mais était assuré, chaque année, de voir son salaire augmenter. On peut évidemment

discuter de l'injustice apparente que constitue cette inégalité générationnelle devant la rémunération et ce, pour le même boulot. Quoi qu'il en soit, ce système avait l'avantage pour un employé isolé face à un patron, de voir son salaire augmenter progressivement au cours de sa carrière sans avoir à revendiquer vainement d'augmentation auprès de celui-ci. Il permettait à chacun de se situer facilement sur l'échelle salariale à laquelle il avait droit, sans montrer de carnet, la date de naissance sur la carte d'identité suffisant. Il s'agissait en quelque sorte d'un contrat qui comptait pour l'ensemble de la carrière, peu importe que l'on change d'employeur ou pas.

Un système trop simple pour les patrons

Un système trop simple, en effet. Impossible de tricher et de faire accepter un salaire inférieur à ces salauds de travailleurs. Il fallait donc compliquer le système pour que la complexité et le flou puissent avantager les patrons. Ainsi donc, profitant d'une plainte de leurs alliés du Vlaams Belang contre la Belgique pour non respect de la directive européenne 2000/79/EG interdisant toute différence salariale sur base de l'âge, les employeurs incitèrent le gouvernement à interdire toute référence à l'âge lors des négociations salariales en vue des prochains accords interprofessionnels. On peut d'ailleurs aussi se demander en quoi les directives européennes ont une utilité dans la construction d'une véritable Europe sociale quand on voit que, dans ce cas, elle n'a fait plaisir qu'aux seuls patrons et au VB.

De l'âge à l'ancienneté: un progrès?

Ainsi, dorénavant, les progressions salariales devront être basées sur l'ancienneté et non plus sur l'âge. Non seulement ce changement ne supprime en rien l'injustice dont nous parlions plus haut concernant la différence de salaires entre les plus jeunes et les aînés, mais elle jette un flou qui ira, immanquablement, à l'encontre des travailleurs. En effet, comment va faire le travailleur qui se présente en vue de se faire embaucher pour prouver son

ancienneté dans sa ou ses précédentes entreprises? De fait, les carrières étant de plus en plus flexibles, il est rare que l'on reste de longues années chez le même employeur. Qu'est-ce qui va empêcher les patrons de faire du chantage à l'embauche sur ce thème en demandant, par exemple, à ses travailleurs de renoncer à une partie ou à la totalité de l'ancienneté acquise ailleurs afin de les payer à un barème inférieur à celui auquel ils ont droit? Une seule solution: faire en sorte que les travailleurs revendiquent à leur place le retour du carnet de la honte.

La fin des discriminations?

Si cela peut paraître discriminatoire d'être payé différemment en fonction de l'âge, cela a l'avantage d'être facile à prouver, l'âge augmentant chaque année sans intervention patronale. Par contre, que vont faire la FEB, le VB et le gouvernement pour lutter contre les discriminations que vont imposer les employeurs aux travailleurs les plus fragiles, prêts à tout, même à abandonner leurs droits, pour obtenir un emploi? On peut déjà observer aujourd'hui dans certaines entreprises qui appliquent ce système d'ancienneté ou d'expérience, comme la vente au détail que, dans les trois quarts des cas, cette ancienneté n'est pas valorisée par les employeurs lors de l'embauche afin de faire pression sur les salaires. Qu'en est-il également des discriminations à l'encontre des moins de 21 ans qui seront toujours payés à un pourcentage inférieur des barèmes de leurs secteurs pour le seul motif de leur âge? Dans ce cas, personne à la FEB, au VB et au gouvernement pour s'indigner de la flagrante discrimination qui leur est faite et pour brandir la sacrosainte directive européenne.

Les barèmes étaient là pour nous protéger sur deux tableaux: d'abord la garantie de ne pas être payé en dessous du salaire légal et, ensuite, celle de voir sa rémunération progresser automatiquement au cours de sa carrière. Les deux tableaux, et donc le caractère protecteur des barèmes, en ont pris un fameux coup.

DIDIER LEBBE

Morceler pour mieux régner

Des pourparlers sont en cours pour régionaliser l'enseignement. Qu'est-ce que cela va changer ?

Pour y répondre, commençons par rappeler les données d'un dossier devenu assez complexe sur le plan administratif. Ainsi, il faut savoir que l'enseignement est une compétence communautarisée dans la partie francophone du pays. Les Bruxellois et les Wallons ont les mêmes outils de référence et le même pouvoir subsidiant.

En Flandre, la donne est différente: Communauté et Région ont fusionné. À Bruxelles, les enseignements francophone et néerlandophone se côtoient.

Et comme si la chose n'était pas assez compliquée, plusieurs pouvoirs organisateurs (PO) se font concurrence :

- l'enseignement officiel de la Communauté française,
- l'enseignement officiel provincial
- l'enseignement officiel communal
- l'enseignement libre confessionnel
- l'enseignement libre non confessionnel.

Le pouvoir organisateur est l'employeur responsable du personnel et du respect des programmes. Dans tous les cas, la Communauté française subsidie le salaire des enseignants. L'enseignement dont la Communauté française est PO a la particularité d'être directement géré par le ministère de l'Éducation. Il est le plus vaste géographiquement et, à ce titre, le plus sensible. En effet, il représente une importante force de cohésion en cas de mouvement social.

Les mesures d'économies de fonctionnement ont le vent en poupe. Plusieurs ont été envisagées dans l'enseignement, à savoir un allongement des heures prestées de 10 % (ce qui équivaut à autant de réduction du personnel), une remise en question du statut du personnel, notamment au niveau de la mise en disponibilité en cas de perte d'heures et, enfin, l'augmentation – la seule envisagée – de la durée de la carrière et de l'âge de la pension.

À chaque annonce de mesure coercitive, le réseau de la Communauté française s'est mobilisé en masse. Son unité et sa taille représentent le principal obstacle

aux différents plans de réforme de l'enseignement. Plans qui n'ont pas pour but une amélioration des performances, mais bien des mesures d'économie d'échelle et de privatisation. La disparition de l'enseignement officiel de la Communauté française et sa fusion avec l'enseignement provincial par le biais de la régionalisation, n'ont d'autre but que son morcellement afin de l'affaiblir.

La tripartite, c'est-à-dire la participation du CEGEC (PO du libre confessionnel catholique) aux conventions sectorielles, est l'étape ultime d'une politique destinée à la mise en minorité des représentations syndicales. Le patronat comptera deux voix, de même que les PO officiels et le CEGEC, alors que les représentants des travailleurs n'en compteront toujours qu'une.

Le démantèlement de l'enseignement de la Communauté française est un enjeu de taille dans la lutte pour la qualité de l'enseignement: laisser faire, c'est s'exposer à un recul social inéluctable.

BALBI MARTINEZ,
Enseignant

Vie du Parti

La pétition «*Sauvons la Poste*» remise au cabinet Leterme

Afin de terminer l'année en beauté, ce sont un peu plus de 10.000 signatures réclamant le retour à une poste 100 % publique qui ont été remises le 31 décembre au cabinet du Premier Ministre Yves Leterme par une délégation du Parti communiste. Ceci clôture une campagne de pétition initiée par le PC, en collaboration avec le KP, campagne qui a reçu un large soutien syndical et politique à gauche.

Hélas, il semble bien que le gouvernement n'ait pas reçu le message puisque le nouveau contrat de gestion négocié en



coulisses ne prévoit pas de retour des bureaux de poste fermés (650 seraient sauvegardés contre 1300 initialement) et que le projet de libéralisation proposé par l'ultralibéral Vincent Van Quickenborne, lequel fait la part belle à la concurrence privée, a reçu l'aval du gouvernement, en ce compris donc les socialistes. Ces derniers démontrent encore malheureusement ici que, si la défense des services publics est présente dans leur programme, dans les faits leur démolition systématique continue avec leur concours actif.

Chez AB InBev, la soif de profit met les emplois en bière

En dépit de plantureux bénéfices en 2008 (1,8 milliards €) et de chiffres excellents pour 2009, la multinationale AB InBev, née de la fusion du groupe belgo-brésilien InBev avec le brasseur américain Anheuser-Busch, vient d'annoncer sa volonté de supprimer 10 % de ses emplois en Europe. En pratique, cela concerne environ 1000 emplois au niveau européen dont 300 (sur 2800) en Belgique. À Jupille, en région liégeoise, pas moins de 63 emplois (29 employés, 14 cadres et 20 ouvriers) sur 430 sont dans le collimateur.

Le groupe AB InBev tente de faire payer aux travailleurs le coût



de la méga fusion de 2008 avec Anheuser-Busch, qui a coûté quelque 52 milliards de dollars, afin de conserver de plantureux dividendes pour ses actionnaires (dont les familles De Spoelbergh, De Mévius et Vandamme qui toutes trois figurent dans le Top 100 des familles belges les plus riches).

Une délégation de la Fédération de Liège du PC s'est rendue sur le site d'AB InBev à Jupille où elle a rencontré la délégation syndicale et lui a signifié son total soutien.

Lire le communiqué du PC sur

<http://www.particommuniste.be/>

Luttes pour l'emploi et luttes contre l'industrie militaire: incompatibles?

Un article du journal des Métallos FGTB de Liège (*Rouge Metal*, novembre 2009) portait avec raison le titre : *La FN, oui, une question de principes*. En effet, les polémiques suscitées par le jugement du Tribunal qui suspendait, puis rétablissait l'autorisation de ventes d'armes de la FN à la Libye n'ont pas manqué d'opposer les mouvements antimilitaristes aux organisations syndicales, voire même aux travailleurs de la FN.

À la FN, fabricant d'armes, les ouvriers et employés sont-ils des travailleurs comme les autres? Ont-ils droit à des salaires, des conditions de travail et de vie dignes? Cela semblait être contesté dans certains milieux de gauche qui trouvaient mal venu que des travailleurs se battent pour améliorer les accords paritaires de leur secteur (maigre prime de 150 € en 2009 et 250 € en 2010) et obtiennent finalement une prime supplémentaire. Certains considéraient que le syndicat devait se battre avec eux pour annuler le contrat de fourniture d'armes à la Libye, au lieu de revendiquer cette prime. Mais les travailleurs n'ont pas le choix de ce qu'ils fabriquent et le fait de produire des armes ne change rien à la nécessité de défendre leur emploi et de lutter contre les attaques patronales à leurs salaires et conditions de travail. Ils défendent leur gagne-pain, même si leur poste de travail se situe dans la chaîne de production d'armes dites légères. N'oublions pas, d'autre part, que les ouvrières de la FN sont à l'origine de grandes conquêtes sociales comme le principe *À travail égal, salaire égal*.

Par ailleurs, les délégués syndicaux de la FN l'ont bien dit : *«Les travailleurs de la FN ne sont pas des êtres irresponsables, ils ne sont pas des complices de tueurs d'enfants»*. Ensuite, ce n'est pas eux, mais les instances de l'Union Européenne qui ont «réhabilité» la Libye pour en faire un client et un partenaire «respectable». Nous avons l'habitude des jugements opportunistes de l'UE, de la politique de «deux poids, deux mesures». Les «terroristes» d'hier deviennent facilement

les partenaires d'aujourd'hui, selon les circonstances des intérêts économiques ou financiers en jeu.

Mais l'objet de cet article n'est pas de débattre sur le caractère de l'État libyen. Pour les travailleurs de la FN, les questions qui se posent sont :

- quel pouvoir avons-nous pour annuler ou réaliser une production ?
- comment défendre l'emploi ?
- est-il possible de reconvertir la production d'armements de la FN ?



Il est impossible d'envisager cette question de la production militaire de la FN sans l'inclure dans un plan d'ensemble pour reconvertir l'économie et la mettre au service de la population.

Si le problème se pose de façon visible à la FN, il n'est pas différent quand il s'agit d'autres secteurs industriels ou de haute technologie : il faudrait faire l'inventaire de toutes les entreprises qui travaillent à la fois à des fins civiles et militaires. Cela va de *Caterpillar* (qui a déjà su convertir ses chaînes de production d'engins lourds en chars d'assaut), à la *Sonaca*, *Sabca*, *Barco*,...

L'économie, que ce soit en Wallonie, en Flandre, en Europe et dans le monde, s'oriente de plus en plus vers une économie de guerre. *«Le capitalisme porte la guerre comme la nuée l'orage»*, et sa crise actuelle le pousse encore plus à la militarisation de l'économie. Les travailleurs de la FN n'en sont pas responsables, mais ils ne peuvent pas,

non plus, restructurer leur entreprise tout seuls.

La Région Wallonne, qui est le seul actionnaire de la FN, agit exactement comme un patron privé. Là est le problème. Le Plan Marshall, même avec ses «2.vert», ne considère pas un instant la perspective d'une reconversion de l'industrie d'armement. Pourtant, la FN dans sa longue histoire, a déjà produit bien d'autres choses que des armes : motocyclettes, casseroles, voitures, etc.

Il faudrait également sortir de l'étroitesse des vues régionalistes, le virus communautaire contamine aussi le syndicalisme. L'éditorial des Métallos de Liège n'a certes pas tort de souligner que les pacifistes et les associations de défense des droits de l'homme s'en prennent «uniquement» à la FN, donc à une grande entreprise wallonne. Mais cela ne doit pas conduire les travailleurs de la FN à défendre à tout prix «leur» entreprise, parce que «wallonne», leurs emplois «wallons».

Le syndicat pourrait accroître son rôle politique, au lieu d'aller seulement plaider le maintien du contrat avec la Libye et les années de travail que celui-ci garantit. Les délégués syndicaux de la FN n'ont pas les moyens d'assurer cette reconversion à eux tout seuls. Mais cela pourrait être mis en discussion tant dans l'organisation syndicale que dans les mouvements sociaux et les partis de gauche.

CLAUDINE PÔLET

Sommet de Copenhague:

«Il n'y avait pas de terrain d'entente possible»

Rencontre avec Pierre Ozer, chercheur à l'ULg et spécialiste des questions environnementales

Le Drapeau Rouge: Le sommet de Copenhague se solde par un échec. Mais pouvait-il en être autrement?

Pierre Ozer: Près de six mois avant le sommet, tous les pays du Nord avaient arrêté leur position en termes d'effort de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (GES): les engagements des pays développés allaient, au maximum, de -30% pour l'Union européenne à «rien» pour l'Australie, en passant par -25% pour le Japon et -4% pour les États-Unis. De leur côté, les pays en développement exigeaient une réduction des émissions de GES des pays du Nord de 40% d'ici 2020 par rapport à 1990. Il n'y avait donc pas de terrain d'entente possible...sauf en cas de négociations. Or, négociations, il n'y a pas eu...

DR: Copenhague marque-t-il une rupture entre, d'une part, une conscience écologique planétaire grandissante et des revendications populaires fortes (notamment traduites dans la manifestation du 12 décembre) et, d'autre part, des dirigeants incapables de dépasser les intérêts économiques nationaux de court terme?

PO: Dans les pays développés, source du problème climatique, nous sommes malheureusement dans une situation où le court terme «politique» (une poignée d'années au maximum) dicté par les élections ne peut clairement pas répondre, actuellement, à des enjeux environnementaux à moyen terme (2020) ou, pire (quoique plus simple - qui sera encore vivant?), à long terme (2050). Toute la difficulté réside dans la capacité des politiques à se projeter à quelques décennies. Ceci étant dit, l'action politique n'est pas la seule défaillante. En effet, il y a un profond décalage entre, d'une part, le *timing* de l'action collective dicté par des enjeux qui ne sont pas seulement économiques, mais aussi technologiques, culturels et organisationnels et, d'autre part,



l'urgence climatique telle qu'établie par la communauté scientifique sur les ruptures radicales à engager en ce qui concerne les émissions de GES d'ici 2015 (stabiliser globalement les émissions). Nous, Occidentaux, devons être accompagnés. Par contre, quand les pays du Sud réclament une justice climatique, soit on leur tourne le dos, soit on ponctionne sur l'aide au développement.

DR: Ce débat sur le climat ne montre-t-il pas à nouveau cruellement les inégalités à travers la planète? Parce que cela reviendrait à bouleverser totalement leur position dominante, il semble que pour les pays industrialisés des revendications justes comme le fait que chaque homme a le droit de polluer en même quantité ou l'obligation faite à chaque État de payer la véritable «facture CO₂» (aussi rétroactivement) sont simplement écartées.

PO: À mon sens, c'est assez simple, il faut reprendre les émissions de GES depuis 1990, date à laquelle la question du réchauffement climatique a été internationalement reconnue. Nous savons que chaque habitant du village planétaire a le droit d'émettre x tonnes de GES. Et nous verrons que, pour ne pas dépasser le cap «ingérable» de + 2°C de température d'ici à la fin du siècle, les pays du Nord ne peuvent plus rien émettre... Alors qu'en 2007, les 21 millions d'Australiens ont émis deux fois plus de CO₂ dû à la combustion d'énergies fossiles que l'ensemble des 754 millions d'habitants de l'Afrique subsaharienne non émergente¹. À l'heure actuelle, cette part du continent africain abrite 11,4% de la population mondiale pour 0,6% des émissions

liées aux combustibles fossiles! Clairement, les pays du Nord doivent passer à la caisse... Mais le problème est complexe. Car si les pays du Nord doivent compenser financièrement leurs émissions de GES, à qui va revenir cet argent? Aux habitants des pays les moins polluants ou aux paradis fiscaux? Il y a aussi un problème intrinsèque de gouvernance dans les pays du Sud qui ne peut être passé sous silence et qui doit être réglementé.

DR: Le point de vue défendu par le PC et plus globalement par toutes les formations anticapitalistes, c'est que sans une remise en cause de la logique capitaliste, il n'y aura pas de solution véritable. Par exemple, comment faire baisser l'impact du transport sans remettre en cause le dogme de la libre concurrence et de la mise en concurrence des travailleurs au niveau mondial?

PO: Je partage totalement ce point de vue. Comment vivre dans un système où le transport et ses multiples externalités négatives ne sont pas pris en compte? Le système actuel est intenable. Précariser des travailleurs dans nos contrées pour produire chez les moins nantis en l'absence de réglementations est totalement scandaleux. Cela mène nos sociétés à la casse et notre environnement planétaire à la dérive. Cela fait maintenant 70 ans que le kérosène n'est pas taxé. Cela permet les échanges internationaux à un prix extrêmement bas. Par ailleurs, notons que les secteurs maritimes et aériens ne sont actuellement pas soumis à des efforts de réduction de GES. Or, leurs émissions annuelles en 2007 ne sont pas négligeables, avec respectivement 610 et 412 millions de tonnes de CO₂, soit près de quatre fois les émissions de l'Afrique subsaharienne non émergente pour ce qui est du transport maritime ou plus que les émissions annuelles de la France pour le transport aérien. L'évolution des émissions de dioxyde de carbone pour ces deux secteurs est respectivement de 71,1% et 62,3% entre 1990 et 2007, soit une croissance annuelle de 4,2% et de 3,7%. Au Sommet de Copenhague, l'Union



européenne souhaitait faire participer ces deux secteurs à l'effort global de réduction des émissions de GES à hauteur de -20 % pour le transport maritime et de -10 % pour la navigation aérienne en 2020 par rapport à 2005. Mais est-ce possible? De 2005 à 2007, le transport international par la voie aérienne a augmenté de 5,2 % et la voie maritime connaît un accroissement de 11,1 %. Si la crise économique a clairement impacté la croissance de ces secteurs en 2008 et 2009, qu'en est-il du long terme? L'IATA (Association internationale du transport aérien) s'oppose farouchement à cet engagement contraignant de réduction de ses émissions de -10 % en 2020 par rapport à 2005 et plaide pour un engagement volontaire du secteur qui améliorerait l'efficacité énergétique du secteur de -29 % sur la même période. Or, on ne parle pas de la même chose! En effet, si la croissance du secteur aérien est en ligne avec les objectifs de l'IATA (à savoir +130 % entre 2005 et 2020), une amélioration de l'efficacité énergétique du secteur de -29 % «limiterait» donc l'augmentation des émissions de CO₂ à +92 %, loin d'un objectif de réduction de 10 %. Le 20 décembre, l'IATA se félicitait du fait que le transport aérien ne soit pas mentionné dans les conclusions du Sommet de Copenhague.

DR: N'y a-t-il pas aujourd'hui un mythe de la technologie salvatrice qui permet de ne pas interroger le dogme de la croissance et les conséquences de la surproduction ?

PO: Nous avons quatre outils pour contenir le réchauffement climatique: consommer moins, mieux, autrement, et préserver les écosystèmes terrestres (notamment les ressources forestières tropicales) qui représentent un puits de carbone. Si tout le monde semble d'accord pour consommer mieux et autrement car cela va relancer nos économies à la déroute, consommer moins reste un tabou non envisageable...

Or on ne pourra pas en faire l'économie. Quant aux forêts tropicales, les principaux facteurs de déforestation sont l'élevage (en grande partie exporté vers le Nord) et la production d'agrocarburants pour notre mobilité. Ici aussi, nous tirons la demande et, donc, la dégradation des ressources forestières tropicales.

DR: Tout le débat sur le climat, si importante soit la question, ne masque-t-il pas une réflexion plus globale sur la destruction de notre environnement? Parle-t-on en suffisance aujourd'hui des pollutions chimiques liées à l'agro-industrie (par exemple des nappes phréatiques), de la dissémination incontrôlée des OGM, de la surconsommation d'eau douce ou encore de l'impressionnante perte de biodiversité en cours ?

PO: Si je pose la question «Votre environnement est-il menacé?» à un collègue africain, il me répondra clairement par l'affirmative. Si je lui demande de me le prouver, il sera dans l'embarras. Si vous souhaitez réaliser un suivi de la qualité de l'air en Europe (notamment pour la concentration en particules fines), vous croulez sous les données. Sur le continent africain, n'y pensez pas. Il y a plus de stations de mesures dans le bassin liégeois que sur toute l'Afrique! Je peux multiplier les exemples à l'infini. Il y a un réel fossé Nord-Sud. Il est donc plus facile de travailler sur une problématique globale telle que le réchauffement climatique que sur des thématiques environnementales locales ou régionales pour lesquelles les données sont lacunaires voire inexistantes. Finalement, l'aspect communication est très important. Tout le monde subira le réchauffement climatique. Deux milliards d'habitants sont vulnérables aux processus de désertification, et ils vivent quasi exclusivement dans les pays du Sud. Autant dire que cela ne concerne personne au Nord. On préférera sauver des baleines, des phoques ou des ours blancs...

Propos recueillis par
PIERRE EYBEN

Retrouvez les analyses de Pierre Ozer sur son blog:

<http://pierreozzer.blog4ever.com/>

¹ L'Afrique du Sud n'est pas considérée comme pays émergent.

Quelles revendications pour sauver la planète ?

Ce sommet de Copenhague aura également marqué le lancement d'un groupe Écologie au sein du Parti de la gauche européenne. Pour les enjeux écologiques plus peut-être encore que pour d'autres, il est essentiel de porter ensemble au niveau international une série de revendications.

Ces principales revendications sont :

- ☛ Atteindre une réduction de 40 % des émissions de CO₂ d'ici 2020 dans les pays développés (par rapport à 1990) ;
- ☛ Combattre le commerce des émissions de carbone et autres fausses solutions telles que les «Mécanismes de développement propre» ;
- ☛ Apporter un soutien financier et technologique approprié aux pays en voie de développement, lequel pourra et devra être géré par l'ONU ;
- ☛ Assurer le droit de chaque citoyen d'avoir accès à une énergie non polluante.

Une délégation du PC à Copenhague

Une délégation du PC (composée de Vasantha FAGARD, de Bruxelles, Simon THAON, du Centre, et Pierre EYBEN, de Liège) s'est rendue à Copenhague pour participer à la manifestation du 12 décembre qui a rassemblé plus de 100.000 personnes, venues de toute la planète pour dire aux dirigeants «*Changez le système, pas le climat!*». Cette délégation a été reçue (et logée) par des camarades de l'Alliance rouge-verte danoise qui participent à la gestion de la ville de Copenhague, une ville historiquement ancrée très à gauche, où plus de 50 % du transport se fait en vélo et où des transports en commun remarquablement organisés diminuent considérablement la pression automobile. Le séjour a également permis aux membres de la délégation de débattre avec les camarades danois de leur expérience unitaire «rouge-verte».

Afghanistan : Un sacré retour de manivelle !

«La communauté internationale demande que toutes les troupes étrangères soient retirées immédiatement, sans condition et totalement de l'Afghanistan et que le peuple de l'Afghanistan puisse choisir son propre avenir sans ingérence de l'extérieur».

C'est ce que l'on pouvait lire sur les manchettes de la presse occidentale le 26 décembre 1979, au lendemain de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Une décennie plus tard, l'Occident célébrait dans l'euphorie le retrait sans gloire des forces démoralisées de l'Union soviétique. C'était la plus sensationnelle victoire remportée par les États-Unis durant la période de la guerre froide. Au QG de la CIA, le directeur William Webster et son «Afghan Team» jubilaient au succès éclatant de la plus longue et de la plus importante opération jamais entreprise par l'agence. La plus coûteuse aussi. La CIA a dû débloquer plusieurs milliards de dollars pour financer la résistance anti-communiste menée par la rébellion musulmane.

Pour George Bush père, le président américain d'alors, le retrait soviétique était un tournant dans les relations américano-soviétiques. Les États-Unis étaient alors certains qu'ils pouvaient désormais renverser l'influence soviétique n'importe où dans le monde.



Douze ans plus tard, c'est la grande onde de choc. Le retour de la manivelle. Les rebelles afghans, qui avaient donné aux États-Unis leur plus belle victoire sur le



communisme, allaient leur infliger le coup le plus dur de leur histoire. C'est la funeste journée du 11 septembre. Ceux que l'Amérique avait formés et armés pour lutter contre les Soviétiques se retournaient contre elle. Cette attaque spectaculaire, fut le prétexte providentiel pour que le Président Bush et ses alliés du puissant lobby américain de l'armement se lancent dans l'aventure militaire afghane entraînant avec eux leurs alliés occidentaux. Voici déjà huit ans qu'ils y sont, sans grand succès et sans entrevoir aucune issue. Bien au contraire, la situation empire, les forces alliées s'enlisent et Barak Obama vient de décider l'envoi d'un renfort consistant de 30.000 hommes. Coût de l'opération : 30 milliards de dollars. Bientôt il y aura en Afghanistan plus de forces étrangères qu'il y en a eu durant l'intervention soviétique. Obama mérite bien son Prix Nobel. Il a surpassé Brejnev...

Le président américain estime qu'avec un tel contingent, la situation sera pacifiée d'ici 18 mois et que les troupes US pourront amorcer leur retrait de ce pays. Difficile de lui faire confiance. Les présidents américains n'ont pas toujours été très perspicaces sur le sort des guerres qu'ils entreprenaient. Que l'on se souvienne de «la guerre est finie» lancé triomphalement par George W. Bush début mai 2003 à Bagdad. C'est à partir de ce moment là que les soldats américains ont commencé à tomber. Il y eut 486 morts cette année là. Presque le double (849) l'année suivante. Il y en aura autant les années suivantes avec un «pic» de 904 tués en 2007. C'est l'hécatombe. Le bilan total des soldats américains tués en Irak s'élève jusqu'à présent à 4.367. Bush avait raison. La guerre est bien finie... pour ceux qui sont morts !

Qu'en sera-t-il de l'Afghanistan, cette citadelle qu'aucune force étrangère n'a jamais pu soumettre ? La guerre dans ce pays semble déjà, si j'ose dire, en voie de délocalisation. Elle s'est déjà installée sur le territoire des USA. Des soldats américains sont tués sur le sol de leur pays avant même d'avoir touché le sol afghan tel qu'on l'a vu lors du carnage perpétré par le commandant et médecin de l'armée américaine Nidal Hasan dans la caserne de Fort Hood, ainsi que, quelques jours plus tard, lorsqu'à Parkland, près de la base de Mc Chord, furent assassinés quatre militaires américains. Elle se répercute aussi sur le Pakistan voisin. Ce pays qui s'est saigné (dans le sens économique) pour la victoire de la rébellion afghane durant l'intervention soviétique, saigne aujourd'hui à cause d'elle au sens propre du terme... Et il risque de devenir un second Afghanistan. Un second Afghanistan disposant de la bombe atomique. La grande hantise du monde occidental...



L'écroulement du bloc socialiste, si fièrement salué par l'Occident, ne lui a pas vraiment porté chance. Si l'hégémonie des États-Unis est bien assise en Europe de l'Ouest et s'installe dans les anciennes républiques de l'Est, elle semble encore plus rejetée que par le passé dans le reste du monde. Le borbier d'Irak, les attaques dans le Golfe d'Aden, les déboires enregistrés en Somalie, les sanglants attentats perpétrés contre les intérêts américains ailleurs en Afrique (Kenya et Tanzanie notamment), le raidissement de la Corée du Nord, la nucléarisation de l'Iran, la radicalisation des pays d'Amérique latine qui clament haut et fort une volonté d'indépendance vis-à-vis des États-Unis,

Frictions entre Caracas et Bogota sur fond de bases U.S.

Les frictions récurrentes entre Caracas et Bogota se sont accentuées depuis la signature de l'accord qui permet aux États-Unis d'utiliser sept bases militaires en territoire colombien. Ces dernières semaines, les accusations d'espionnage et les meurtres attribués au paramilitarisme se sont multipliés dans les zones frontalières.



Un sénateur nord-américain évalue les capacités opérationnelles à la base de Palanquero (12/08/09).

Le 19 novembre dernier, le gouvernement vénézuélien annonçait avoir capturé une femme de nationalité colombienne recherchée par Interpol. Magally Moreno, arrêtée à Maracaibo, dans l'État de Zulia frontalier avec la Colombie, est accusée d'appartenir au groupe paramilitaire AUC (*Autodéfenses unies de Colombie*, officiellement dissoutes depuis 2006) et d'entretenir des liens avec le gouvernement d'Alvaro Uribe.

Début novembre, deux Gardes nationaux vénézuéliens étaient abattus à un poste de contrôle dans l'État frontalier du Tachira par de présumés paramilitaires. Et en octobre, ce sont 12 personnes qui étaient enlevées par un groupe d'hommes en armes alors qu'elles disputaient un match de football dans une localité du Tachira. Deux semaines plus tard, 11 d'entre eux étaient retrouvés morts criblés de balles. La plupart des victimes étaient des Colombiens entrés illégalement au Venezuela.

Ces actions violentes surviennent sur fond de tensions entre Caracas et Bogota, dont les relations diplomatiques sont «congelées» depuis juillet. Le gouvernement de Hugo Chávez accuse les autorités colombiennes de mener une politique délibérée d'infiltration de paramilitaires en territoire vénézuélien. Plus récemment, c'est l'affaire des bases militaires prêtées par Bogota aux États-Unis qui exaspère le gouvernement bolivarien.

Secret de polichinelle

Officiellement, cet accès aux installations militaires colombiennes est destiné à renforcer la lutte contre le narcotrafic et la guérilla (voir «*Washington amplifie sa présence militaire en Amérique latine*», DR n° 29), mais les intentions des États-Unis sont à peine voilées.

Dans une tribune publiée dans le journal espagnol *El País*, l'ex-président colombien Ernesto Samper estimait récemment que l'accord signé avec Washington aurait «*de graves implications dans la détermination de la future politique extérieure*» de son pays.

«Dans les documents internes du Pentagone de janvier 2009, avant même d'avoir commencé les négociations avec la Colombie, les bases étaient déjà signalées comme faisant partie de la stratégie visant à 'assurer stratégiquement' la position des États-Unis dans l'hémisphère sud-américain», écrivait Samper.

Un document de la Force aérienne US daté de mai 2009 et révélé récemment signale en outre que l'implantation de l'armée américaine en Colombie constitue «*une opportunité unique pour les opérations de spectre complet dans une sous-région critique de notre hémisphère, où la sécurité et la stabilité sont menacées constamment par les groupes insurgés terroristes financés par le narcotrafic, les gouvernements anti-US, la pauvreté endémique et les fréquentes catastrophes naturelles*».

Pour l'ex-président Samper, la vision impérialiste des États-Unis sur le conti-

nent ne fait aucun doute. *«Même si les responsables des deux pays insistent sur le fait que ces bases ne feront que renforcer la lutte de la Colombie contre le trafic de drogue et le terrorisme, il est clair que vu le matériel qui va y être utilisé (les avions C-17 qui peuvent transporter jusqu'à 70 tonnes de matériel de guerre, les avions Orion destinés à l'espionnage électronique, les puissants avions Awad, véritables plateformes volantes du renseignement, ou encore les Boeing 707), cela ne servira pas au transport massif de narcotrafiquants, à la fumigation des cultures illicites ou à la localisation de terroristes dans les forêts amazoniennes».*

Ces nouvelles enclaves militaires étasuniennes en Colombie, et plus particulièrement la base de Palanquero, située au cœur du pays et considérée comme la forteresse emblématique de la Force aérienne colombienne, selon Samper, ne viseront pas seulement à «assurer stratégiquement» l'Amérique du Sud, mais aussi la côte occidentale de l'Afrique via l'île d'Ascension, proche de la ville de Recife au Brésil.

Les «gringos» de retour au Panama ?

Pendant ce temps, le Panama annonçait le 20 octobre la création de deux bases navales US sur son sol. Mais début novembre, le gouvernement panaméen rectifiait et démentait l'annonce faite officiellement quelques jours plus tôt. La version officielle corrigée assure que ce pays d'Amérique centrale devrait installer prochainement quatre bases aéronavales afin, là aussi, de combattre le trafic de drogue, mais sans les États-Unis.

Si les autorités de Panama assurent maintenant que ces bases seront «nettement panaméennes», les mouvements sociaux eux-mêmes mettent en doute la capacité du pays à installer de telles bases par ses propres moyens, d'autant plus que le Panama ne dispose plus d'armée depuis l'invasion américaine de 1989.

SÉBASTIEN BRULEZ,
de Caracas

Bicentenaire du Chili: Le peuple Mapuche n'a rien à fêter: il résiste

Selon une importante radio chilienne, le conflit mapuche au Chili s'internationalise.

Pour preuve, l'animateur nous informe que des *Longkos*, chefs de communautés indigènes, et la militante Elena Varela, documentariste accusée de «menace terroriste» sont au siège des Nations-Unies pour dénoncer la brutale répression qui frappe les communautés mapuche, ainsi que l'utilisation de la «loi anti-terroriste» par des tribunaux militaires et la non-application de la convention de l'article 169 de l'OIT signé par le Chili l'année dernière. Pourquoi cet acharnement d'un gouvernement dirigé par une femme «socialiste» contre ce peuple originaire? Peuple qui, rappelons-nous, occupait jadis un territoire allant de Santiago à la Patagonie et une bonne partie de l'actuel territoire argentin.

Exemple de l'application du néolibéralisme où les marchés d'exportation du bois, des produits de la mer et des minéraux se trouvent aux mains des multinationales, le Chili est le paradis de ceux pour qui seulement compte le profit immédiat au détriment des peuples et de leur environnement: spoliation des terres, pollution des rivières et de la mer, non-respect des traditions ancestrales, etc. Conséquence: le peuple mapuche se lève et fait



entendre sa révolte, non seulement au Chili, mais aussi à l'étranger.

Pourtant des espoirs sont nés lors de l'avènement des gouvernements dits «démocratiques»: ainsi, la création de la CONADI, *Commission nationale du développement indigène* au Chili aurait dû régler le problème de la restitution des terres spoliées d'abord par les colonisateurs, puis par les immigrants européens. Espoir raté: les indigènes sont vus par la CONADI comme des sujets «folkloriques» inaptes à gérer des terres, plutôt que comme des gens ayant des droits et surtout un territoire à récupérer.

Les Mapuches continuent à résister; ils font appel à leur mémoire historique, celle de leurs terres libres de contami-

nation, d'invasions et de forêts de pins importés, celles où ils se promenaient libres et heureux. Après le refus de la présidente Michelle Bachelet de les recevoir, plusieurs communautés mapuches ont décidé de s'organiser pour récupérer leurs terres elles-mêmes, malgré la présence des troupes du GOPE (police militaire), s'attaquant aux propriétés occupées par les entreprises forestières et les gros fermiers. L'*Alianza Territorial Mapuche* devient ainsi une instance unitaire de lutte pour ce peuple qui ne connaît pas les pyramides du pouvoir puisque, pour eux, le pouvoir vient de la communauté.

Les fêtes du bicentenaire de l'indépendance – obtenue en 1810 de l'Espagne – ont bel et bien commencé, mais les Mapuches n'ont rien à fêter: ils exigent du gouvernement le respect des traités signés par l'État chilien, la restitution de leurs terres, l'application sans restriction de la convention 169 de la OIT qui reconnaît aux peuples originaires le droit d'autonomie dans la gestion économique, politique et culturelle dans leurs territoires. Ainsi, ils résistent non seulement contre un État, mais contre le système capitaliste dans son expression la plus cruelle: le néolibéralisme prédateur.

ANA GONZALES

Animatrice du Comité Mapuche Belgique

Suite de la page 10

sont autant d'exemples éclatants du rejet de la suprématie américaine dans le monde.

Les réjouissances auxquelles on vient d'assister à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'écroulement du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, ne doivent pas faire oublier le fait que c'est pratiquement à partir de cette date que l'Occident est devenu la cible des attentats les plus meurtriers que le monde ait jamais connus. New-York, bien sûr, mais également Paris, Madrid, Londres, Tokyo, ont été lourdement touchées.

La lutte contre l'hégémonie américaine est menée avec tous les moyens

possibles, allant des attentats suicides au... lancer de chaussures. Les menaces terroristes sont omniprésentes. La CIA doit déboursier des milliards et des milliards pour contrer les menaces terroristes de ses anciens protégés d'Afghanistan. Nul doute que les retournements qu'a connus le pays tout au long de ces 30 dernières années se feront sentir pendant longtemps encore.

Nous commençons cette chronique en citant les titres des grands médias lors de l'intervention soviétique en Afghanistan; notons la différence de traitement que ces mêmes médias réservent aujourd'hui aux interventions occidentales dans ce pays. Rappelons

nous également comment la 22^{ème} Olympiade, qui se tenait à Moscou, fut boycottée par les États-Unis et une cinquantaine de pays à leurs ordres. Les prochains jeux olympiques se tiendront à Londres et, bien entendu, personne ne songera à les boycotter et tous les pays interventionnistes seront joyeusement présents. Preuve supplémentaire, s'il en fallait encore une, de la grande hypocrisie du monde occidental.

Le retrait soviétique a été suivi, très peu de temps après, par l'écroulement de l'URSS et de l'ensemble du bloc socialiste. Que nous réserve le retrait, tôt ou tard, de la coalition américano-occidentale?

ABDALLAH ABBADI

Ahmadinejad et le Mouvement vert

Dans le DR n° 29, Claudine Pôlet publie un article qui se veut en quelque sorte une réponse à mon texte *L'Iran : Une nouvelle phase de la révolution de 1979 ?*, paru dans le numéro précédent. Ainsi, je crois utile de donner quelques précisions en espérant qu'elles pourront aider les lecteurs à mieux se retrouver dans cet imbroglio qu'est devenu l'Iran. S'il est vrai que la fraude électorale n'a pas été démontrée «preuves à l'appui», il y a quand même pas mal d'indices particulièrement troublants qui restent sans réponse.

Notons en premier lieu, que les *mass médias* sont, sans exception, aux ordres du «Guide suprême», l'Ayatollah Khaménéï, et il n'y a aucun moyen d'apporter des éléments à charge à la connaissance du public. La presse indépendante a été fermée et les journalistes emprisonnés. Et celles ou ceux qui ont osé se révolter ont été tués (une centaine), arrêtés (4.000), torturés, violés ou obligés de faire des «aveux» et reconnaître d'être à la solde de l'Occident dans des shows télévisés.

Ensuite, il y a ce problème des urnes mobiles destinées à collecter le suffrage des malades ou handicapés et dont le nombre est normalement réduit, sauf lors de ces élections où leur nombre a atteint presque la moitié du nombre total des urnes et furent, de surcroît, surveillées par les seuls *Pasdarans* (les Gardiens de la Révolution, brigades à solde du régime).

Alors qu'il est bien connu de tous que le pays ne dispose pas de moyens informatiques lui permettant d'annoncer les résultats électoraux immédiatement (d'habitude, ceux des petites villes sont connus le lendemain et ceux des grandes villes quatre ou cinq jours après), le régime s'est précipité pour donner les résultats définitifs à peine trois heures après la fin du vote. De plus, alors que

les premiers résultats annonçaient la victoire écrasante de Moussavi, on a présenté celle d'Ahmadinejad à sa place en donnant même le pourcentage, qui d'ailleurs n'a pas varié jusqu'à la fin et l'employé du Ministère de l'intérieur qui avait annoncé la première version des résultats (au profit de Moussavi) a été victime d'un bien opportun «accident» de voiture... Il faut ajouter que contrairement aux habitudes, aucun des grands ayatollahs, n'a reconnu jusqu'à présent la victoire d'Ahmadinejad lors de cette bataille électorale.



Mir-Hussein Moussavi.

Enfin, en disposant de tous les moyens de mobilisation, Ahmadinejad n'a jamais pu rassembler que 50.000 de ses partisans, alors qu'en dépit de menaces réelles, le *Mouvement vert* en faveur de Moussavi a mobilisé, lors de rassemblements spontanés, jusqu'à 3 millions de personnes dans différentes villes du pays.

Il est vrai que la classe moyenne, surtout les jeunes de moins de 30 ans qui forment plus de 70 % de la population du pays, était aux premiers rangs des manifestations gigantesques du *Mouvement vert*. Le prolétariat et la paysannerie n'ont pas encore rejoint ce dernier. Mais en était-il autrement lors de la Révolution de 1979? Le prolétariat et la paysannerie ont rejoint le mouvement au milieu de l'année 1978 et c'est grâce à leur intervention que le régime du Chah est tombé. Cette fois aussi, à n'en pas douter, ces deux composants d'un vrai mouvement populaire, ne vont pas tarder à le rejoindre.

Il faut se dire qu'Ahmadinejad tient deux discours, ou plutôt deux pratiques,

bien distincts: l'un ouvertement anti-israélien pour les pays arabes et le monde extérieur, tout en envoyant son ministre des Sciences afin de rencontrer clandestinement au Caire les émissaires de l'État d'Israël. À côté de cela, il exerce une répression féroce au service des militaires des *Pasdarans*, les castes militaires qui sont devenues des acteurs économiques importants depuis les années 1990. Alors que sous Khaménéï, les militaires étaient empêchés d'entrer dans l'arène économique, ce corps militaire a pris en main, avec l'appui de Khaménéï, le commerce, les services, les importations clandestines et frauduleuses, et forme, avec la bourgeoisie marchande, le plus grand pilier du pouvoir économique du pays. Et tout cela sans qu'aucun des organes de contrôle du pays ne puisse faire la moindre vérification. Le pays est ainsi sous la coupe d'une vraie mafia, celle des *Pasdarans*.

Pendant ce temps, l'inflation et les prix augmentent sans cesse et la situation des travailleurs empire. Tout est importé et personne ne protège la production nationale. Les usines ferment les portes en jetant les ouvriers dehors et ceux qui ont encore un emploi ne sont pas payés et n'ont aucun recours juridique. La situation est explosive. La bourgeoisie traditionnelle (du bazar) a soutenu Ahmadinejad, comme la bourgeoisie théocratique, qui a délaissé Rafsanjani, après la montée des *Pasdarans*.

En ce qui concerne l'appui apporté à Ahmadinejad par des pays d'Amérique latine, je pense qu'il ne faut pas mélanger des rapports ou soutiens d'États et convergences politiques. Rappelons-nous qu'au temps du Chah, alors que l'URSS soutenait les camarades du Parti Toudeh d'Iran, elle multipliait, en même temps, des gestes fastueux d'amitié d'État envers Pahlevi. Et elle commerçait avec Franco tout en soutenant les républicains espagnols. Et même si Ahmadinejad avait réellement la sympathie de Chavez et ses camarades, c'est peut-être parce que celui-ci, tel Claudine, ne disposait pas de tous les éléments pour un jugement plus politique du cas.

ALAIN PERSOUIT

Monde arabe: Le retour des communistes ?

En janvier 2009, se tenait, à Khartoum, un congrès du Parti Communiste soudanais (PCS), en présence d'un millier de personnes, dont 400 délégués. Cet événement, anodin à première vue, est chargé de sens et de signification.

C'était le premier congrès du PCS depuis 1967. Il sonnait le retour sur scène du plus influent parti communiste en Afrique et dans le monde arabe dans les années 70. Ainsi, pendant l'événement soufflait à Khartoum un air de nostalgie. La nostalgie d'une période durant laquelle le monde arabe, de l'Océan Atlantique au Golfe arabo-persique, était animé d'une ferveur révolutionnaire incontestable. Le monde arabe, en ces temps-là, aussi difficile à croire que cela puisse paraître aujourd'hui, au moment où il se contracte, se raidit, se voile et se renferme sous les assauts de l'islamisme, le monde arabe d'alors côtoyait bien les idéologies progressistes dont, naturellement, le marxisme. Si aujourd'hui la gauche de cette région, dans sa majorité, s'identifie à l'islam, il y a 30 ans, c'était le marxisme-léninisme qui avait le vent en poupe, notamment parmi la jeunesse étudiante. L'islam était presque banni comme référence. L'ensemble des nationalistes et des patriotes s'en défendaient, ils étaient laïcs et combattaient les islamistes. C'est ainsi que Nasser, en Égypte, tout comme auparavant Mustapha Kemal Atatürk en Turquie, ont édifié leur État en luttant contre les *Frères musulmans*.

Le PCS était l'un des piliers de cette idéologie qui animait la ferveur des masses arabes, leur soif de libération, de changement et de progrès. Il a été la principale force politique et populaire qui a fait tomber le premier dictateur militaire du Soudan, le maréchal Ibrahim Abboud en 1964. Fondé en 1946, certaines statistiques le créditaient, lors de son congrès de 1967, de plusieurs centaines de milliers de membres. Sa puissance était, en tout cas, indiscutable. Sa confrontation ouverte dans les années



Défilé du 1^{er} Mai 2009 à Tanger ▲►

70-71 avec le régime du président Numeiry va se terminer par un effroyable bain de sang. Suite à une tentative de coup d'État, Numeiry lance, avec la complicité du Libyen Mouammar Kadhafi et d'autres parties étrangères, une sanglante répression contre le Parti. Son secrétaire général, Abdel Khalek Mahjoub, le dirigeant des syndicats, Ashafi Ahmed Echikh, ainsi que d'autres leaders du parti, tels Joseph Garang, Babkr En-Nour ou Hashem El-Atta, sont exécutés. Des centaines d'autres militants sont liquidés. C'est en faisant atterrir à Tripoli l'avion qui emmenait le colonel Babkr En-Nour de Londres, où il était réfugié, à Khartoum pour diriger la révolution, que Kadhafi a sauvé le régime de Numeiry et contribué à écraser les mutins et le PCS.

Contraint à une clandestinité totale, ayant perdu beaucoup de ses atouts, il reste cependant une force bien organisée, disposant de cadres solidement formés et d'une direction respectée par toutes les composantes de la vie politique. Après Numeiry, renversé en 1985, les communistes seront traqués, à partir de 1989, par le régime islamiste du président Omar El-Béchir et de son idéologue de l'époque Hassan Tourabi.

Ce n'est qu'avec l'accord de paix entre le Nord et le Sud du Soudan signé en 2005 que le Parti pourra sortir de l'ombre et reprendre son activité dans un

relatif cadre de légalité. Le PCS compte aujourd'hui trois représentants à l'Assemblée nationale. L'écrasement du Parti Communiste Soudanais et l'exécution barbare de ses leaders avaient été l'un des événements les plus douloureux vécus par la région. C'était une voix précieuse qui s'éteignait dans un contexte de répression féroce et de persécutions contre les forces révolutionnaires et progressistes de la région.

Il faut noter que les partis communistes ont fait leur apparition sur la scène arabe dès le lendemain de la Révolution d'Octobre. Le premier à voir le jour fut le Parti Communiste Palestinien (1919). Suivront le Parti Communiste Algérien, qui émerge en 1920 comme une extension du Parti Communiste Français, suivi deux ans plus tard par le Mouvement Communiste Égyptien, puis par le Parti Communiste Libanais, en 1924. En 1934 naît le Parti Communiste Irakien, qui allait devenir l'un des plus importants partis communistes du monde arabe. La création et le développement des partis communistes vont s'accélérer pendant et après la Seconde guerre mondiale dans le sillage du triomphe de l'Armée rouge. Le Parti Communiste Marocain est créé en 1943, suivi un an plus tard par le Parti Communiste Syrien. D'autres partis apparaissent après la fin de la guerre, y compris en Arabie saoudite, avec

la création de l'Organisation des Communistes Saoudiens, et plus tard, du Parti Communiste d'Arabie saoudite. Dans les pays du Maghreb, les autochtones prennent le relais du Parti Communiste Français.

Cette progression fut renforcée par la consolidation du bloc socialiste, la révolution chinoise, les guerres de libération en Asie et en Afrique, l'émergence de prestigieux leaders tels Ho Chi Minh, Patrice Lumumba, Kwame N'Krumah, Amilcar Cabral, Modibo Keita, Sékou Touré, Che Guevara, Fidel Castro... Puis ce sera la révolution palestinienne, à laquelle le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), de Georges Habache, et le Front démocratique et populaire de libération de la Palestine, de Nayef Hawatmeh, impriment, dès 1967, une

teinte marxiste. La révolution palestinienne devient l'étendard de lutte des masses arabes et se confond alors avec une révolution arabe générale, sous le slogan «*La route de Tel-Aviv passe par Ryad et Amman*».

En même temps, dans la péninsule arabique, là même où l'islam est né et a pris son envol, se développe une révolution, lancée en 1962 avec pour but de libérer et de transformer la région du Golfe. C'est la révolution du Dhofar (Oman) conduite par un mouvement marxiste-léniniste, le Front Populaire pour la Libération du Golfe arabe occupé. La révolution durera jusqu'en 1975. Il faudra l'intervention britannique avec d'importants effectifs militaires et tout le génie du *Special Air Service* pour arriver à bout de cette révolution.

Faut-il aussi rappeler qu'à cette époque on assiste à l'édification du premier État socialiste dans le monde arabe? 1969 voit, en effet, la naissance de la République populaire et démocratique du Yémen, dirigée par le parti socialiste du Yémen à idéologie marxiste. Un an plus tard, en octobre 1970, Siad Barre proclamait la naissance de la Somalie socialiste.

Ces deux États vont malheureusement être entraînés vers leur chute par la dislocation de l'URSS. Ils vont disparaître, laissant le champ libre au chaos et à la dévastation. Les dieux et les sultans, bannis et enterrés depuis des années dans cette partie du monde, resurgissent et sortent de leurs tombes comme les tsars en Russie. Pourtant, la chute du bloc soviétique, aussi paradoxal que cela puisse paraître, n'a pas affecté la visibilité des partis communistes dans le monde arabe. Bien au contraire, certains de ces partis, comme au Maroc, en Syrie, en Tunisie, auparavant interdits et persécutés, se voient offrir un cadre légal de travail. Les régimes en place sont plus rassurés. Privés de leur grand frère de Moscou, se disent-ils, ces partis sont désormais dociles et inoffensifs. Ils ne cherchent plus à prendre le pouvoir ni à menacer le système en place. Mieux encore, ils peuvent servir dans la lutte contre un certain islamisme, déstabilisateur, celui-là. Comme quoi, la vie politique peut aussi être remplie de paradoxes.

ABDALLAH ABBADI



Suite de la page 4

leurs compatriotes occidentaux. Cette réunification – qui n'était pas l'objectif de la plupart des manifestants de 1989 – a pris des relents d'annexion. Malheur aux vaincus. C'est la deuxième leçon que nous tirons de cet événement.

La chute du Mur de Berlin universellement célébrée n'a cependant pas dissuadé certains de recourir à ces méthodes d'ostracisme. De nombreux murs continuent à s'ériger sans que nos démocraties n'y trouvent à redire: en Israël autour des territoires palestiniens, aux États-Unis à la frontière du Mexique, autour de l'Europe et par des législations de plus en plus contraignantes pour rejeter les demandeurs d'asile... Des barrières sociales, invisibles à l'œil mais profondément

dément ressenties par celles et ceux qui en sont les victimes, cloisonnent durablement nos sociétés: analphabétisme, exclusions du chômage, sans domicile fixe...

Chez nous, chacun peut voyager librement mais tout le monde n'en a pas les moyens: les exclus des vacances se comptent par milliers. C'est la troisième leçon que nous inspire cet événement.

Enfin, cette célébration donne l'opportunité à certains de revisiter l'histoire et de créer des amalgames inacceptables. Ainsi, la coupure de Berlin serait le seul fait des régimes communistes, URSS en tête. Faux. Sans le nazisme, sans la complaisance à son égard des démocraties occidentales, États-Unis en tête,

jamais sans doute la seconde guerre mondiale n'aurait eu lieu, jamais l'Allemagne n'aurait été scindée. Une autre page d'histoire se serait écrite. C'est le fascisme qui est responsable de cette situation. Or, la tendance à renvoyer dos à dos fascisme et communisme ne cesse de croître tant dans les cénacles politiques que dans les médias. Ce raccourci confond bourreaux et victimes, confond Jean Moulin et Goebbels, Manouchian et Degrelle. Cette confusion entretenue est abjecte.

Les célébrations surmédiatisées de la chute du Mur avaient comme un faux air de liberté...

JEAN-PIERRE MICHIELS
Membre de la direction du PC W/B

Pacelli et Ratzinger, le retour aux sources ?

Logique avec lui-même, en signant un décret ouvrant la voie à la béatification de Pie XII, le pape Benoît XVI ne fait que confirmer que sa réelle – et seule ? – vocation est celle d'inscrire la politique de l'Église dans la ligne la plus réactionnaire possible. En effet, Pie XII (Eugenio Pacelli dans le civil) ne fut pas seulement l'homme du silence vis-à-vis de la Shoah tel que le lui reprochent, en particulier, des secteurs proches du judaïsme. Il fut surtout le représentant des forces clairement pro-fascistes au sein de l'Église catholique, dans la longue période où il eut à assumer des responsabilités dans la hiérarchie vaticane. Ainsi son antisémitisme, bien réel, ne fut probablement qu'une manière d'exprimer ou d'ajouter à son anticommunisme viscéral, à sa haine du «judéo-bolchévisme».

Nommé nonce du Vatican à Munich en 1920, il arrive dans une Allemagne en pleine agitation avec, d'un côté, un mouvement ouvrier influencé par la jeune révolution russe en proie à des perspectives insurrectionnelles et, de l'autre, la germination de l'alternative nazie. Pacelli, qui dut

être hospitalisé pour dépression nerveuse suite à une violente altercation avec des ouvriers allemands, fit alors son choix, celui de diriger, au sein de l'Église, le courant de collaboration, voire de complicité, avec le Troisième Reich, avant, pendant et même après la Deuxième guerre mondiale. C'est ainsi qu'en 1929, il est un des artisans des accords de Latran signés avec Mussolini. Puis, en juillet 1933, devenu entre-temps Secrétaire d'État du Vatican, Pacelli signera un concordat avec Hitler pour confirmer leur bonne entente, ainsi que les affinités et convergences que ce pape germanophile avait toujours éprouvées pour le modèle nazi. «*La conclusion du concordat me paraît garantir que les citoyens du Reich de confession catholique se mettront dorénavant sans réserve au service du nouvel État national-socialiste*», déclara Hitler dans un communiqué le 10 juillet 1933.

Ce furent ces convergences qui, entre autres méfaits, expliquent que Pacelli fut pendant la guerre le principal protecteur du Cardinal Stepinac, lui-même fervent soutien

du régime pro-nazi des oustachis croates dirigés par Ante Pavelic, un de plus grands criminels de guerre, créateur du camp de Jasenovac, où des centaines de milliers de Serbes, Roms, juifs et résistants croates furent assassinés. Stepinac, nommé cardinal par Pacelli, est lui aussi en voie de béatification à l'initiative du Pape Jean-Paul II dont la carrière, avec le succès que l'on sait, fut à son tour parrainée par Pacelli. Une fois la guerre finie, l'infatigable Pape impulsa la formation des réseaux de «sauvetage» des dignitaires nazis et oustachis en fuite, en complicité avec les services d'intelligence des États-Unis, pour les exfiltrer en les «délocalisant» ailleurs, en particulier en Amérique latine.

C'est donc ce personnage trouble que Ratzinger, ancien des jeunesses hitlériennes, s'apprête à béatifier. Un vrai bain de jouvence, serait-on tenté de conclure.



Eugenio Pacelli, le Pape Pie XII, en 1945.

Des explosions

«Un milliard d'affamés dans le monde», titrait en gros caractères le journal français *Libération* quelques jours avant les fêtes de Noël, en ajoutant : «C'est un record absolu depuis que l'on fait ces comptes» ! À titre de consolation, le journal rappelait que, lors du dernier sommet du G8, ce dernier avait pris l'engagement de subvenir aux difficultés alimentaires de pays pauvres pour un montant de 21 milliards de dollars en trois ans. Somme que Jacques Diouf, patron de la FAO, avait estimé largement insuffisante : «Il faudrait pour le moins le double, et par année, pour pouvoir tenir», avait-il dit.

Exactement en même temps, la presse financière célébrait le bilan des excellentes performances du monde des affaires pour 2009. «Année record pour les banquiers de Wall Street», titrait le quotidien *L'Écho*. À Londres, *The Economist* clamait «La finance sur un nuage», tandis que le journal français *La Tribune*

s'évertuait à dire que «Les bonus explosent».

Parodiant involontairement Jacques Diouf, le conseil d'administration de la banque américaine *Goldman Sachs* (celle qui n'avait survécu en 2008 que grâce aux fonds alloués par le gouvernement Bush) annonce qu'il versera exactement le même montant, c'est-à-dire 21 milliards de dollars, en bonus à ses salariés, car elle bat, en 2009, tous ses records de bénéfices en 140 ans d'histoire. Avec, comme nuance, que lorsque le G-8 annonçait ses 21 milliards, il précisait bien qu'il s'agissait de promesses de dons, tandis que les heureux traders – à la différence des affamés de *Libération* – recevront des sous sonnants et trébuchants. Wall Street estime par ailleurs que les bonus des banques aux États-Unis passeront cette année à 140 milliards, contre 107 en 2008.

La faim explose, les bonus aussi.

Francisco Ferrer, pédagogue de l'École Moderne

Il y a cent ans disparaissait Francisco Ferrer i Guardia, pédagogue espagnol concepteur de l'École Moderne et qui s'est employé à combattre l'hégémonie de l'Église sur l'enseignement, préconisant, au contraire, une éducation rationaliste basée sur l'observation et la réflexion personnelles et éliminant les déterminismes sociaux que l'enseignement conforte.

Les éditions belges *Couleur livres* viennent de publier une traduction française de la pensée écrite du pédagogue sous le titre *L'École Moderne: Explication posthume et finalité de l'enseignement rationnel*, avec une préface d'Anne Morelli (ULB) et Marie-Jo Sanchez Benito, la traductrice de l'ouvrage, et cela en collaboration avec *Bruxelles Laïque* et *l'Institut Cervantès* à Bruxelles.

Francisco Ferrer est né en 1859 à Alella, une petite ville située à proximité de Barcelone et cela dans une famille aisée d'agriculteurs, fort attachée à la royauté et profondément catholique. Devenu libre-penseur et franc-maçon, il va participer à des échauffourées menées en 1886 à Villacampa par des Républicains. L'insurrection ayant échoué, il partira provisoirement en exil à Paris où il se familiarisera davantage

encore avec la pédagogie en donnant des cours d'espagnol. Il va acquérir la conviction que l'Espagne ne pourrait évoluer tant qu'il y régnerait l'ignorance et l'obscurantisme.

Anarchiste pacifiste, Francisco Ferrer aura donc largement contribué à donner une forme concrète aux principes libertaires d'éducation intégrale en créant l'École Moderne de Barcelone. En effet, il était convaincu que la révolution sociale ne pouvait aboutir que si la classe ouvrière était en mesure d'élever son niveau d'instruction et cela en dehors de tout dogme et en marge de toute dépendance vis-à-vis d'un pouvoir temporel (l'État, l'Église) et intemporel (Dieu).

De 1901 à 1906, l'École Moderne de Barcelone proposera un enseignement dans lequel s'applique la mixité sociale et de genre, l'expérimentation scientifique comme support essentiel à la compréhension du monde, la participation active de l'école dans le fonctionnement de l'institution, l'implication des parents dans le processus scolaire, ainsi que l'abolition des sanctions et des examens au profit de la motivation et du plaisir à l'étude.

L'École Moderne sera toutefois la cible privilégiée du clergé et de la monarchie



espagnole. Un attentat raté contre le roi sera prétexte à la fermeture de cette école et à un premier emprisonnement de Francisco Ferrer. À nouveau condamné suite à l'insurrection de la Semaine tragique de juillet 1909, il passera une partie de sa détention à consigner la mémoire de ce que fut son école. Cet ouvrage, achevé peu avant son exécution le 13 octobre 1909, en est le résultat.

JOSÉ VANDERVEEREN

L'École Moderne. Explication posthume et finalité de l'enseignement rationnel, de Francisco FERRER I GUARDIA, publié aux éditions *Couleur Livres*, comprend 120 pages et est proposé au prix de 15 €.



Premiers rebonds du collectif Le Ressort!

Le livre *Reconquista!* vient de sortir aux éditions du Cerisier.

Préfacé par Alain Accardo, il est l'œuvre du collectif *Le Ressort*, dont un des membres n'est autre que notre fidèle collaborateur Pierre Eyben. Le collectif entend ainsi « Ouvrir des perspectives aux luttes pour plus de solidarité et d'égalité dans ce monde dominé par l'égoïsme, la marchandisation et l'injustice faite au plus grand nombre ».

ÉDITIONS DU CERISIER 20, RUE DU CERISIER, 7033 CUESMES

TÉL. & FAX : 065/31.34.44.

UN LIVRE QUI INTÉRESSERA TOUS LES PASSIONNÉS D'HISTOIRE POLITIQUE ET SOCIALE

Oeuvre d'un jeune historien, Xavier BOTTERMAN

Histoire du mouvement communiste à Verviers 1919-1940

L'implantation et le développement d'un parti révolutionnaire dans une ville et une région d'industrie textile, avec d'importants conflits sociaux (grèves de 1934 et 1936).

Des portraits de militants et élus dont Michel Guillemin, Joseph Leemans, Constant Colin et bien d'autres.

Le tout replacé dans un contexte national et international.

20,00 € (frais de port inclus) à virer sur le compte: 001-1608528-53 du CARCoB asbl - Archives Communistes 33, rue de la Caserne, B-1000 Bruxelles (En communication : votre adresse + Verviers). Tél. : 02/513 61 99 ou 513 15 83.

Solidarité Haïti

L'ostentation des riches,
la philanthropie des pauvres

L'indicible malheur du peuple haïtien a été l'occasion pour qu'Obama «le communicateur» recourre à tous ses talents pour faire croire que son régime est le plus généreux du monde. Pour ce faire, il a affrété un porte-avions et 10.000 soldats pour l'île, ce qui ressemble davantage à une occupation qu'à une opération d'assistance humanitaire, et nomme ses collègues Clinton et Bush, experts en bombardement, pour s'occuper de cette population meurtrie. De leur côté, tous les média, journaux, radio, TV, sans exception, ne parlent que de cette «immense» offre de bonté.

Par contre, pas un mot, pas une ligne, pour signaler que, bien plus discrètement, Cuba, un petit pays, ayant de surcroît des difficultés à s'occuper de sa propre population, est de loin le pays qui prête l'assistance la plus importante avec presque 500 médecins et personnel spécialisé sur place, dont environ 400 qui le sont, gratuitement, depuis plus de cinq ans. Quatre jours après le drame, les Cubains avaient déjà réussi à monter trois hôpitaux de campagne et effectué plus de 200 interventions chirurgicales majeures. Ceci n'a pas empêché le quotidien espagnol *El País*¹ de pousser la malhonnêteté jusqu'à publier une liste de la «totalité» des pays contributeurs (y compris la Turquie et ses 2 médecins), mais «oubliant» de mentionner Cuba.



Pourtant, aux États-Unis, des gens décents, tel Laurence Korb, ancien Secrétaire adjoint à la Défense et actuel président du *Center for American Progress*, recommandent de faire appel à Cuba, parce que ce pays «possède quelques-uns des meilleurs médecins du monde pour des situations de catastrophe et nous devrions voir comment travailler avec eux»².

P.R.

¹ *El País*, 15/01/2010.² *The Christian Science Monitor*, 12/01/2010.

Où trouver le DR ?

Arlon : Librairie Pressman, 53 rue des Espagnols, 6700 Arlon. **Gand :** De Brug, 1 Phoenixstraat, 9000 Gand. **La Louvière :** Librairie Le Soir - Press Shop, 22 rue Albert I, 7100 La Louvière. **Liège :** Librairie Entre-temps (asbl Barricade), 19-21 rue Pierreuse, 4000 Liège. **Mons :** Librairie du Parc, 24 rue du Parc, 7000 Mons. **Namur :** Librairie Papyrus, 16 rue Bas de la Place, 5000 Namur. **Tournai :** Librairie des Bastions, 22 boulevard Walter Marvis, 7500 Tournai. **Wavre :** Librairie Collette, 10 place Henri Berger, 1300 Wavre. **Bruxelles :** Kiosque ULB, 22 av. Paul Héger, 1000 Bruxelles • Press Shop Place de Brouckère, 1000 Bruxelles • Tropismes, 11 Galerie des Princes, 1000 Bruxelles • Librairie Rouppe, 31 place Rouppe, 1000 Bruxelles • Filigrane, 38 avenue des Arts, 1040 Etterbeek • Librairie Candide, place Brugmann, 1050 Ixelles • Librairie Aden, 44 rue Bréart, 1060 Saint Gilles • Librairie de Rome, 16-A rue Jean Staes, 1060 Saint Gilles • Librairie Joao Afonso, 11 Chaussée de Waterloo, 1060 Saint Gilles.

Sommaire

L'invité du mois

Nico Cué:
Casser la logique de la classe dirigeante
Propos recueillis par
Pablo RODRIGUEZ, pp. 2 et 3

Luttes

Bridgestone:
«L'enfer s'est produit à Frameries!»
Luc DELVAUX, p. 4

Social

La Poste: La déglingue s'accélère
Pierre EYBEN, p. 5
Nouvelle grosse restructuration à l'AMP
Édouard DEPRY, p. 6
TECTEO: Quand Germain dit
«non» à la gauche caviar
Dom BARIAUX, p. 7

Enseignement

La cogestion supprime la démocratie
Louise GOTOVITCH, p. 8

Amérique latine

Coup d'État au Honduras:
Un avertissement pour la région?
Sébastien BRULEZ, pp. 10 et 11
Washington amplifie sa présence
militaire sur le continent
Sébastien BRULEZ, p. 12

Chroniques du temps qui passe

Pablo RODRIGUEZ, p. 13

Débat

Quelle solidarité avec le peuple iranien?
Claudine PÔLET, p. 14

International

En Turquie, (quasi) rien de nouveau
Babar KIMYONGÜR, p. 15

Football

Un match pas comme les autres!
Babar KIMYONGÜR, p. 16

Télévision

«Apocalypse»: l'histoire et la propagande
Claude RENARD, p. 17

Mémoire

Jan Debrouwere n'est plus
Jaak PERQUY, p. 18
Mort d'un républicain et socialiste:
Ernest Glinne, P. R., p. 18

Livres

Voyage dans les sinistres coulisses
de l'U.S.Army
Le chavisme décortiqué, G. B., p. 19



Journal du Parti Communiste

Éditeur responsable: Claude Coussement

Adresse: 4, rue Rouppe
1000 Bruxelles

Tél.: 0477 202 953
02 537 66 81

Adresse électronique: dr@belgi.net

Abonnement 11 numéros: 15 €
- à l'étranger: 23 €

Abonnement de soutien: 25 et 50 €
Chômeurs, étudiants: 8 €

Banque ING: 310-1877676-36

ATTENTION! Veuillez indiquer votre adresse sur
le bulletin de virement en communication. Merci!